



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 203  
(Privé)

## **Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
Madame Lyse Leduc  
Députée de Mille-Iles**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1996**



# Projet de loi n° 203

(Privé)

## **Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval**

ATTENDU que la Ville de Laval a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 89 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées et à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 13 de la Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval (1978, chapitre 112), remplacé par l'article 3 du chapitre 89 des lois de 1984 et modifié par l'article 1 du chapitre 113 des lois de 1987 et par l'article 2 du chapitre 57 des lois de 1994, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« La ville est autorisée à détenir, louer et administrer un immeuble acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager cet immeuble, y installer les services publics nécessaires, y ériger une construction ou démolir, transporter ou restaurer une construction qui y est déjà érigée. Elle peut également l'aliéner, aux conditions qu'elle détermine, conformément à la loi qui la régit. »;

2° par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

« La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au deuxième alinéa pour des fins d'habitation, d'éducation, de recherche, de loisirs, de récréation, de remembrement de terrains à des fins agricoles et autres fins accessoires. ».

**2.** Le paragraphe 24° de l'article 460 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), édicté pour la ville par l'article 11 du chapitre 57 des lois de 1994, est renuméroté « 26 ».

**3.** L'article 486 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 4, du suivant :

« 5. Le conseil peut décréter, par règlement, que tout propriétaire d'un terrain visé par la surtaxe prévue au présent article qui, en application d'une entente intervenue avec la ville, assume tout ou partie du coût de construction des services d'aqueduc ou d'égout sanitaire, est exempt du paiement de la surtaxe. Cette exemption ne peut excéder les trois exercices financiers qui suivent l'exercice au cours duquel les travaux de construction des services d'aqueduc et d'égout ont été exécutés, mais elle vaut pour tout propriétaire subséquent durant cette période.

Aux fins du présent paragraphe, les travaux sont considérés comme exécutés lorsqu'ils sont en état de servir conformément à l'usage auquel on les destine. ».

**4.** Cette loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 486, des suivants :

« **486.1** En plus de toute taxe foncière qu'il peut imposer et prélever sur un terrain vague non desservi, le conseil peut imposer et prélever annuellement sur un tel terrain situé en zone agricole permanente une surtaxe qui peut égaler le total des taxes foncières visées au paragraphe 1 de l'article 486. Le conseil peut par règlement décréter que le montant de la surtaxe, pour un terrain, ne peut être inférieur à un minimum qu'il fixe dans le règlement et qui ne peut excéder 100 \$.

Le règlement peut prévoir des catégories de terrains assujettis et imposer une surtaxe dont le taux peut être différent selon les catégories.

Cette surtaxe est assimilée, à tous égards, à la taxe foncière générale de la ville. Elle s'applique aux terrains qui sont inscrits au rôle d'évaluation en vigueur comme faisant partie des catégories fixées au règlement.

« **486.2** N'est pas assujetti à la surtaxe prévue à l'article 486.1 :

1° un terrain sur lequel il y a un bâtiment dont la valeur foncière excède 25 % de la valeur foncière de ce terrain, d'après le rôle d'évaluation en vigueur ;

2° un terrain appartenant à une entreprise de chemin de fer et sur lequel il y a une voie ferrée ;

3° un terrain utilisé pour les lignes aériennes de transmission d'énergie électrique ;

4° un terrain dont la superficie est supérieure à 3 250 mètres carrés.

« **486.3** Le débiteur de la surtaxe a droit à un remboursement lorsque l'unité d'évaluation assujettie à cette surtaxe est un terrain exploité à plus de 50 % par le propriétaire à des fins agricoles, soit la culture du sol et des végétaux, l'élevage des animaux ou l'exploitation à des fins sylvicoles ou est un terrain loué à un producteur agricole au sens de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28).

La ville peut, dans le règlement, déterminer les formalités applicables au remboursement de la surtaxe.

« **486.4** Les revenus provenant de la surtaxe imposée en vertu de l'article 486.1 sont versés dans un fonds spécial.

Les sommes provenant de ce fonds ne peuvent être utilisées que pour favoriser le remembrement des terrains situés en zone agricole permanente et la remise en exploitation de ces terrains à des fins agricoles. Elles peuvent notamment être utilisées aux fins de l'acquisition, de gré à gré ou par expropriation, de l'échange et de l'aliénation de terrains. ».

**5.** L'article 536 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Malgré ce qui précède, lorsque l'immeuble est situé en zone agricole permanente, l'enchère de la municipalité peut être faite jusqu'à concurrence de la valeur uniformisée de l'immeuble, selon le rôle d'évaluation en vigueur. ».

**6.** Cette loi est modifiée, pour la ville, par l'addition, après l'article 542.7, du suivant :

« **542.8** Malgré la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (L.R.Q., chapitre I-15), dans le cadre d'un programme ayant pour objet de favoriser l'accession à la propriété, le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs qu'il détermine, accorder des subventions ou des crédits de taxes aux particuliers ou aux coopératives d'habitation qui se portent acquéreurs d'immeubles résidentiels. ».

**7.** L'article 569 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, à la fin du paragraphe 1, de l'alinéa suivant :

« Le conseil peut aussi adopter un règlement pour décréter un emprunt remboursable dans une période n'excédant pas quinze ans. Un tel règlement ne requiert aucune autre approbation que celle du ministre des Affaires municipales. ».

**8.** Le premier alinéa de l'article 24 de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. chapitre D-7) est modifié, pour la ville, par le remplacement des mots « le greffier » par les mots « le trésorier ».

**9.** Le deuxième alinéa de l'article 25.1 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement des mots « au greffier » par les mots « au trésorier ».

**10.** L'article 32 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement des mots « le greffier » par les mots « le trésorier ».

**11.** L'article 33 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement des mots « tout greffier » par les mots « tout trésorier ».

**12.** Le deuxième alinéa de l'article 535 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2) est remplacé, pour la ville, par le suivant :

« Il fixe autant de jours consécutifs, jusqu'à concurrence de cinq, qu'il y a de tranches complètes de 500 dans le nombre de demandes requis selon l'article 553 pour qu'un scrutin référendaire soit tenu. Lorsque ce nombre est inférieur à 500, il ne fixe qu'un jour. ».

**13.** L'article 57 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. chapitre F-2.1) est modifié, pour la ville, par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Les deux premiers alinéas s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à la surtaxe que le conseil peut imposer et prélever sur un terrain vague non desservi situé en zone agricole permanente, en vertu de l'article 486.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. chapitre C-19), tel que modifiée pour la Ville de Laval. Le rôle doit mentionner à quelle catégorie, parmi celles que le conseil a prévues dans le règlement adopté à cette fin, appartient une unité d'évaluation assujettie à la surtaxe prévue au présent alinéa. ».

**14.** Le deuxième alinéa de l'article 244.1 de cette loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

« Elle peut, de la même façon, prévoir qu'est ainsi financée tout ou partie de la quote-part ou d'une autre contribution dont elle est débitrice pour un bien, un service ou une activité d'une autre municipalité locale, d'une municipalité régionale de comté, d'une communauté, d'une régie intermunicipale, d'un autre organisme public intermunicipal ou de la société de transport de la Ville de Laval. ».

**15.** Le troisième alinéa de l'article 6 de la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

« Le deuxième et le quatrième alinéas ne s'appliquent pas à l'égard d'un immeuble dont l'indemnité définitive d'expropriation n'a pas été fixée par la Chambre de l'expropriation. L'aliénation de l'immeuble doit alors être autorisée par le ministre des Affaires municipales. ».

**16.** L'article 688.5 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) s'applique à la Ville de Laval, compte tenu des adaptations nécessaires.

**17.** Malgré l'article 22 de la Loi sur la fiscalité municipale, monsieur Ernest Lépine, évaluateur agréé, peut être évaluateur d'un organisme municipal et agir à ce titre.

**18.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).